

N° 3427

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958
ONZIÈME LÉGISLATURE

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 28 novembre 2001.

RAPPORT

FAIT

AU NOM DE LA COMMISSION DES FINANCES, DE L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE ET DU PLAN (1) SUR LE
PROJET DE **loi de finances rectificative pour 2001** (n° 3384),

PAR M. DIDIER MIGAUD,

Rapporteur général,

Député

(1) La composition de cette commission figure au verso de la présente page.

Lois de finances rectificatives.

La *Commission des finances, de l'économie générale et du Plan* est composée de : M. Henri Emmanuelli , *président* ; M. Michel Bouvard , M. Jean-Pierre Brard , M. Yves Tavernier , *vice-présidents* ; M. Pierre Bourguignon , M. Jean-Jacques Jégou , M. Michel Suchod , *secrétaire*s ; M. Didier Migaud , *Rapporteur Général* ; M. Maurice Adevah-Poeuf , M. Philippe Aubrger , M. François d'Aubert , M. Dominique Baert , M. Jean-Pierre Balligand , M. Gérard Bapt , M. François Baroin , M. Alain Barrau , M. Jacques Barrot , M. Christian Bergelin , M. Éric Besson , M. Augustin Bonrepaux , M. Jean-Michel Boucheron , Mme Nicole Bricq , M. Christian Cabal , M. Jérôme Cahuzac , M. Thierry Carcenac , M. Gilles Carrez , M. Henry Chabert , M. Jean-Pierre Chevénement , M. Didier Chouat , M. Alain Claeys , M. Charles de Courson , M. Christian Cuvilliez , M. Arthur Dehaine , M. Yves Deniaud , M. Michel Destot , M. Patrick Devedjian , M. Laurent Dominati , M. Julien Dray , M. Tony Dreyfus , M. Jean-Louis Dumont , M. René Dutin , M. Daniel Feurtet , M. Pierre Forgues , M. Gérard Fuchs , M. Gilbert Gantier , M. Jean de Gaulle , M. Hervé Gaymard , M. Jacques Guyard , M. Pierre Hériaud , M. Edmond Hervé , M. Jean-Louis Idiart , Mme Anne-Marie Idrac , M. Michel Inchauspé , M. Jean-Pierre Kucheida , M. Marc Laffineur , M. Jean-Marie Le Guen , M. Guy Lengagne , M. Maurice Ligot , M. François Loos , M. Alain Madelin , Mme Béatrice Marre , M. Pierre Méhaignerie , M. Louis Mexandeau , M. Gilbert Mitterrand , M. Gilles de Robien , M. Alain Rodet , M. José Rossi , M. Nicolas Sarkozy , M. Gérard Saumade , M. Philippe Séguin , M. Georges Tron , M. Jean Vila .

SOMMAIRE

	Pages
INTRODUCTION	9
AIDE-MÉMOIRE DU PROJET DE COLLECTIF POUR 2001	11
exposé général : LES GRANDES LIGNES DU PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2001	15
I.- Une dépense « sous contrôle »	15
A.- Les mouvements de crédits en cours d'année	15
1.- Deux décrets d'avance entièrement gagés en crédits	15
2.- Projet de loi de finances rectificative et crédits votés	19
B.- Les modifications PROPOSÉES par le présent projet	24
1.- Les ouvertures de crédits supplémentaires sur le budget général	24
2.- Les annulations de crédits sur le budget général	37
3.- Les charges des budgets annexes et des comptes spéciaux du Trésor	41
II.- l'érosion des recettes du budget général	42
A.- les recettes fiscales nettes	44
B.- une nouvelle majoration des recettes non fiscales	48
C.- Des modifications marginales des prélèvements sur recettes au profit des collectivités locales	52
III.- une augmentation sensible du solde général	53

OBSERVATIONS SUR LES MOUVEMENTS DE CRÉDITS INTÉRESSANT LES DIFFÉRENTS MINISTÈRES	
I.– BUDGETS CIVILS	59
Affaires étrangères	61
Agriculture et pêche	66
A.– Agriculture	66
B.– Pêche	73
Aménagement du territoire et environnement	76
I.– Aménagement du territoire	76
II.– Environnement	79
Anciens combattants	83
Charges communes	86
Culture et communication	96
Économie, finances et industrie	101
Éducation nationale	106
I.– Enseignement scolaire	106
II.– Enseignement supérieur	110
Emploi et solidarité	114
I.– Emploi	114
A.– <i>Travail et emploi</i>	114
B.– <i>Formation professionnelle</i>	116
II.– Santé et solidarité	118
III.– Ville	125
Équipement, transports et logement	127
I.– Services communs	127
II.– Urbanisme et logement	130
III.– Transports et sécurité routière	134
IV.– Mer	138
V.– Tourisme	143
Intérieur et décentralisation	146
Jeunesse et sports	152
Justice	156
Outre-mer	160
Recherche	165
Services du Premier ministre	168
I.– Services généraux	168
II.– Secrétariat général de la défense nationale	175
III.– Conseil économique et social	177
IV.– Plan	177
II.– BUDGETS MILITAIRES	179
III.– BUDGETS ANNEXES	184
Aviation civile	184
Journaux officiels	185
Légion d'honneur	185
Ordre de la Libération	185
Monnaies et médailles	185
Prestations sociales agricoles	186
EXAMEN EN COMMISSION	189
PREMIÈRE PARTIE	

CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

<i>Article 1er</i> : Versement d'un complément de prime pour l'emploi	189
<i>Article 2</i> : Aménagement du régime fiscal de la prestation compensatoire en cas de divorce	202
<i>Article 3</i> : Affectation du produit de la taxe sur les conventions d'assurances	214
<i>Article 4</i> : Allégement des taxes dues par les exploitants des réseaux de télécommunications ouverts au public dans le secteur de la radiomessagerie	217
<i>Article 5</i> : Prélèvement sur les réserves du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM)	221
<i>Article 6</i> : Prélèvement sur les réserves de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI)	225
<i>Article 7</i> : Liquidation du Fonds spécial d'allocation vieillesse	229
<i>Article 8</i> : Affectation au BAPSA d'un montant supplémentaire de contribution sociale de solidarité à la charge des sociétés (C3S)	232
<i>Article 9</i> : Affectation de ressources au Fonds de réserve pour les retraites (compte d'affectation spéciale n° 902-33 : Fonds de provisionnement des charges de retraite)	242
<i>Article 10</i> : Equilibre général	246

DEUXIÈME PARTIE

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS APPLICABLES À L'ANNÉE 2001

Opérations à caractère définitif

Budget général

<i>Article 11</i> : Dépenses ordinaires des services civils.- Ouvertures	249
<i>Article 12</i> : Dépenses en capital des services civils.- Ouvertures	250
<i>Article 13</i> : Dépenses ordinaires des services militaires.- Ouvertures	251
<i>Article 14</i> : Dépenses en capital des services militaires.- Ouvertures	252

Budgets annexes

<i>Article 15</i> : Dépenses des budgets annexes	253
autres dispositions	
<i>Article 16</i> : Ratification des crédits ouverts par décret d'avance	254
<i>Article 17</i> : Modification de la répartition du produit de la redevance affectée au financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle (compte d'affectation spéciale n° 902-15)	259

TITRE II

DISPOSITIONS PERMANENTES

mesures concernant la fiscalité

<i>Article 18</i> : Création d'un dispositif fiscal d'aide à l'investissement	261
<i>Article 19</i> : Aménagement du régime des provisions d'égalisation et de la taxe sur les excédents de provisions des entreprises d'assurances et de réassurances de dommages	268
<i>Article 20</i> : Neutralisation des écarts de change sur certains prêts	276
<i>Article 21</i> : Aménagement de l'obligation de télédéclarer et télérégler des entreprises relevant de la direction des grandes entreprises	282
<i>Article 22</i> : Amortissement exceptionnel des souscriptions en numéraire au capital des sociétés d'investissement régional	287
<i>Article 23</i> : Exonération de taxe d'habitation des locaux destinés au logement des étudiants dans les résidences universitaires	291
<i>Article 24</i> : Coefficients de revalorisation des valeurs locatives pour 2002	304
<i>Article 25</i> : Institution et modification de taxes spéciales d'équipement perçues au profit d'établissements publics fonciers	311
<i>Article 26</i> : Adaptation des dispositions applicables dans le cadre de l'intercommunalité : calcul des compensations et modalités de liquidation des avances de fiscalité directe locale	317
<i>Article additionnel après l'article 26</i> : Dotation globale de fonctionnement des communautés de communes à fiscalité additionnelle en 2001	331
<i>Article 27</i> : Adaptation de la valeur en euro de certains montants législatifs en matière fiscale, douanière et financière	336
<i>Article 28</i> : Aménagement de la taxe spéciale sur le prix des places de spectacles cinématographiques	357
<i>Article 29</i> : Adaptation de deux dispositifs relatifs à la fiscalité des entreprises en application du code de conduite communautaire	365
<i>Article 30</i> : Transposition de la directive « redevable TVA »	378
<i>Article 31</i> : Aménagement de certains dispositifs de remboursement de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers	385
<i>Article 32</i> : Mesures de simplification des modalités de perception de certains droits et taxes perçus par l'administration des douanes et de certains droits indirects	395
<i>Article 33</i> : Majoration du seuil de mise en recouvrement de la contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS) assise sur les revenus du patrimoine	421
<i>Article additionnel après l'article 33</i> : Intégration des redevances perçues par les agences de l'eau dans la catégorie des impositions de toutes natures	423
autres dispositions	

<i>Article 34</i> : Levée de la clause de résidence pour l'assurance maladie des non salariés agricoles	427
<i>Article 35</i> : Suppression des frais d'insertion au Journal officiel des décrets de naturalisation, de réintégration et de libération de l'allégeance française	430
<i>Article 36</i> : Transformation de DCN (direction des constructions navales) en entreprise nationale	432
<i>Article 37</i> : Instauration d'un dividende concernant les établissements publics de l'Etat	443
<i>Article 38</i> : Résiliation des concessions de transport du gaz naturel et transfert de la propriété des ouvrages correspondants	451
<i>Article 39</i> : Autorisation de remise de dettes dans le cadre du dispositif arrêté à la conférence de Toronto et de mise en œuvre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés	466
<i>Article 40</i> : Réforme de la garantie COFACE relative au financement du programme d'avions gros porteurs Airbus	473
<i>Article 41</i> : Prolongation des missions confiées par l'Etat à Natexis	483
<i>Article 42</i> : Exemption du contrôle financier <i>a priori</i> concernant le Conseil de la concurrence	490
<i>Article 43</i> : Réduction du délai de mise en jeu de la responsabilité des comptables publics	492
<i>Article 44</i> : Intégration dans l'assiette des droits à pension de la prime de sujétions spéciales des personnels administratifs et de service des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire	501
<i>Article 45</i> : Prolongation d'activité des personnels de surveillance de l'administration pénitentiaire	503
<i>Article 46</i> : Indemnisation des biens français nationalisés à Madagascar, en application de l'accord franco-malgache du 1er octobre 1998	507
<i>Article 47</i> : Indemnisation des biens privés français perdus au Cambodge, en application de l'accord du 15 mars 1995	514
TABLEAU COMPARATIF	527
ÉTATS ANNEXÉS	645
AMENDEMENTS NON ADOPTÉS PAR LA COMMISSION	647

3427 - Rapport de M. Didier Migaud, sur le projet de loi de finances rectificative pour 2001 (n° 3384) (commission des finances, de l'économie)